

situation de l'économie nationale et nous prenons les mesures nécessaires en temps opportun. Je sais qu'il est maintenant très bouleversé parce que l'économie progresse.

• (8.50 p.m.)

L'hon. Marcel Lambert (Edmonton-Ouest): Monsieur l'Orateur, nous avons été convoqués aujourd'hui dans l'expectative plutôt dramatique que le gouvernement nous présenterait une mesure qui disposerait d'une question qu'il a artificiellement exagérée pour ses propres fins. Je songe à une situation qui comporte des conséquences résultant d'un acte posé par le gouvernement des États-Unis.

J'espère que le ministre des Finances (M. Benson) restera ici. Nous avons vu à la Chambre aujourd'hui deux ministres qui semblaient se comporter comme deux chasseurs de gros gibier qui se préparent à partir en expédition. On s'attend à les voir aller chasser l'original et l'ours mais ils s'en défendent: «Oh non, nous ne chassons que les écureuils et les lapins.» C'est exactement ce qu'ont été les deux ministres aujourd'hui—deux chasseurs de lapin et d'écureuil. Ils ne nous ont à peu près rien appris. La mesure présentée par le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) n'est vraiment qu'un cataplasme. Rien de plus. C'est une mesure insignifiante qui ne promet rien.

C'était intéressant d'écouter le ministre des Finances jongler avec les chiffres pour leur faire raconter ce qu'il voulait. On pourrait à partir d'à peu près les mêmes chiffres, arriver à un résultat assez différent. Si le ministre des Finances ne le croit pas—et un certain nombre de ministériels de l'arrière-ban semblent ne pas être de mon avis—pourquoi ne cite-t-il pas ces chiffres aux milliers de chômeurs du pays pour voir s'ils croiront que tout est pour le mieux. Le ministre des Finances a eu ce soir l'effronterie scandaleuse de dire aux chômeurs que jamais cela n'a mieux marché pour eux parce que jamais la situation du pays n'a été aussi bonne. Nous savons fort bien qu'il n'en est rien, et que le nombre des chômeurs augmentera. C'est malheureux, mais nous verrons davantage de chômeurs avec la venue de l'hiver. J'ose dire que c'est la mise en scène qu'établit le gouvernement afin de pouvoir attribuer toute augmentation du chômage aux effets des mesures américaines.

Pour ce qui est des mesures correctives à prendre par la commission à établir en conformité de ce bill, des mois s'écouleront avant qu'on puisse accomplir quoi que ce soit. Ce bill prendra des mois avant de donner des résultats quelconques.

L'hon. M. Pepin: Avant de donner quoi?

L'hon. M. Lambert: Pardon?

L'hon. M. Pepin: Avant de donner quoi?

L'hon. M. Lambert: Il s'écoulera des mois avant qu'on ait des résultats concrets et que certaines des inexactitudes, des généralités et des incertitudes dont le chef de l'opposition (M. Stanfield) a parlé cet après-midi soient résolues. Le ministre de l'Industrie et du Commerce sait que la commission ne sera pas établie et ne fonctionnera pas avant décembre au moins.

L'hon. M. Pepin: Adoptons le bill.

L'hon. M. Lambert: Nous avons adopté le bill relatif à la Corporation de développement du Canada, mais nous n'en avons plus jamais entendu parler.

L'hon. M. Stanfield: Nous adopterons le bill si vous cessez de rejeter la responsabilité sur les autres.

L'hon. M. Lambert: Rien ne s'est produit au sujet de la Corporation de développement du Canada. Le ministre sait pertinemment que des rouages semblables ont été requis à la suite des négociations Kennedy. Il a fallu, non pas des semaines, mais des mois pour que tout fonctionne bien. Il en sera de même dans le cas qui nous occupe. Il faudra plusieurs mois avant que cela fonctionne.

L'hon. M. Pepin: Faites vos jeux.

L'hon. M. Lambert: Je dirai au ministre dans le particulier combien je suis disposé à parier. Il faudra plusieurs mois avant que le premier cas soit étudié et réglé. Le ministre ne nous en a pas appris beaucoup plus cet après-midi que le communiqué ne l'avait déjà fait. En réalité il nous a présenté un brillant exposé préparé par les agents d'information du ministère.

L'hon. M. Pepin: Ce n'est pas vrai.

L'hon. M. Lambert (Edmonton-Ouest): Telle est la façon dont le ministre nous en a fait lecture; c'est ce qu'on a pu entendre. Son discours venait-il d'Information Canada? Le ministre des Transports (M. Jamieson) compte-t-il sur Information Canada pour faire rédiger ses discours. Ma foi, nous savons qu'il sait grogner. C'est le cas qu'il fait de cet organisme-là. Le ministre de l'Industrie et du Commerce ne nous a pas communiqué les renseignements que nous voulions obtenir. Assurément, le chef de l'opposition et moi-même avons indiqué que nous l'appuierions en principe si nous approuvions ce qu'il nous dirait, mais cet après-midi, il a été bien peu loquace.

L'hon. M. Pepin: Que voulez-vous savoir?

L'hon. M. Lambert (Edmonton-Ouest): De fait, si le ministre est tellement pressé de faire adopter le projet de loi, il devrait avoir les règlements d'application entre les mains. Si cette mesure était adoptée, disons demain, le comité des finances pourrait en être saisi cette semaine et alors le ministre comparaitrait et dirait qu'il n'a pas les règlements entre les mains. Il nous les faut.

L'hon. M. Pepin: Faites vos paris.

L'hon. M. Lambert (Edmonton-Ouest): Le ministre aura-t-il les règlements? Si on peut l'avoir jeudi ou vendredi, ne sont-ils pas déjà prêts?

L'hon. M. Pepin: Ils seront prêts à temps.

L'hon. M. Lambert (Edmonton-Ouest): Oh! ils seront prêts à temps. C'est cela—vers la fin de la semaine prochaine. Voilà ce que nous voulons savoir. L'article 18 ne laisse pas d'étonner. A propos, ce bill renferme beaucoup de lacunes. Je m'étonne de ce que le ministre soit prêt à renvoyer un bill comme celui-ci au comité des finances car il faudra y apporter des amendements, étant donné qu'il comporte trop d'incohérences. Bref, avant d'adopter ce bill, nous voulons savoir qui est admissible, comment on calculera les sommes, ce que nous ferons, et obtenir des éclaircissements sur toutes ces autres choses incertaines dont ont fait état le chef de l'opposition, le député de York-Sud (M. Lewis) et d'autres encore.